

HISTOIRE
DES
RÉPUBLIQUES ITALIENNES
DU MOYEN ÂGE.

HISTOIRE
DES
RÉPUBLIQUES ITALIENNES
DU MOYEN ÂGE;

PAR J. C. L. SIMONDE DE SISMONDI,

Correspondant de l'Institut, de l'Académie impériale de Saint-Pétersbourg, de l'Académie royale de Prusse, des Académies italienne, de Wilna, de Cagliari, des Géorgofili, de Genève, de Pistoia, etc.

TOME DOUZIEME.

A PARIS,

Chez TREUTTEL et WÜRTZ, Libraires, rue de Bourbon,
n° 17 ;

A STRASBOURG et à LONDRES, même Maison de Commerce.

M. D. CCC. XVIII.

HISTOIRE

DES

RÉPUBLIQUES ITALIENNES

DU MOYEN ÂGE.

CHAPITRE XCI.

*Considérations sur le caractère et les révolutions
du quinzième siècle.*

DANS le cours de cette Histoire, nous avons CHAP. XCI. déjà invité deux fois nos lecteurs à s'arrêter avec nous, pour mesurer de leurs regards l'espace que nous venions de parcourir ensemble. Après l'année 1303, nous avons cherché à leur présenter un tableau du treizième siècle, et après l'année 1402, un tableau du quatorzième. Avant de reprendre notre récit, nous leur demanderons d'embrasser aussi d'un seul coup d'œil le quinzième siècle, pour se faire une idée précise de ce qu'étoit l'indépendance italienne, de ce qu'étoit l'état social de toute la contrée, au moment où s'engagea la lutte effroyable qui

CHAP. XCI. priva l'Italie de son indépendance, et qui bouleversa son état social.

Si nous ne nous sommes pas crus obligés de choisir notre point de repos à l'époque précise de la fin du treizième et de celle du quatorzième siècle, nous avons plus lieu encore de nous en dispenser en rendant compte du quinzième; car, peu avant la fin de ce siècle, il se présente à nous, au point où nous sommes parvenus, une de ces époques importantes qui partagent l'histoire en deux périodes dont le caractère est absolument différent, qui terminent en quelque sorte les révolutions précédentes, et qui en commencent de nouvelles, pour d'autres causes et avec d'autres passions. Nous avons vu jusqu'ici les temps qui appartenoient proprement au moyen âge; nous entrons dans la révolution qui fit succéder à son organisation antique, celle des temps modernes, qui mêla les nations jusqu'alors séparées, qui les fit dépendre les unes des autres, et qui leur donna des intérêts dont jusqu'alors elles n'avoient pas eu seulement connoissance.

Jusqu'à la mort de Laurent de Médicis, survenue en 1492, et à laquelle nous nous sommes arrêtés à la fin du volume précédent, la nation italienne donnoit, si ce n'est des lois, du moins des leçons et des exemples à toutes les autres. Seule civilisée, elle confondoit le reste des peuples

européens sous le nom de Barbares, et elle commandoit leur respect. Elle n'avoit point étendu sur eux son empire, mais elle n'avoit point subi leur joug. Quelques souverains étrangers s'étoient assis, il est vrai, sur le trône de Naples, mais auparavant ils étoient devenus Italiens; quelques armées ultramontaines avoient traversé l'Italie, mais elles s'étoient mises auparavant à la solde des souverains de la contrée. La prétention d'asservir l'Italie n'avoit jamais été formée par aucun des princes qui y avoient porté la guerre; jamais les peuples n'avoient conçu la crainte de cette servitude, jamais ils n'avoient pu en soupçonner le danger.

Mais en 1494, tous les peuples limitrophes, jaloux de la prospérité de l'Italie, ou avides de ses dépouilles, commencèrent en même temps l'invasion de cette riche contrée; des armées dévastatrices sortirent de la France, de la Suisse, de l'Espagne et de l'Allemagne, et pendant près d'un demi-siècle elles ne laissèrent aucun repos aux malheureux Italiens; elles portèrent le fer et le feu jusqu'aux cimes les plus reculées de l'Apennin, et jusqu'aux rivages des deux mers; la peste et la famine marchèrent avec elles; la misère, la douleur et la mort pénétrèrent dans les palais les plus somptueux, comme dans les cabanes les plus écartées; jamais tant de souffrances n'avoient accablé l'humanité, jamais

CHAP. XCI. une aussi grande partie de la population n'avoit été détruite par la guerre. Des motifs différens mettoient aux combattans les armes à la main, mais le résultat de leurs combats étoit toujours le même. Chaque invasion nouvelle ruinoit les fortifications de l'Italie, détruisoit ses richesses, et faisoit disparaître sa population. Ses divers gouvernemens se partageoient entre l'alliance des puissances étrangères; ils s'intéressoient à leurs querelles, en oubliant leur propre destinée; ils ne savoient pas encore que leur existence même étoit mise en jeu, et ils furent adjugés comme prix au vainqueur, avant d'avoir compris que l'Italie pouvoit être asservie.

C'est vers la fin du quinzième siècle que, parvenus en quelque sorte au point le plus élevé de l'espace que nous avons embrassé, nous voyons l'histoire entière de l'Italie se diviser en ses différentes périodes. Les six premiers siècles qui s'écoulèrent depuis le renversement de l'Empire d'occident, préparèrent, par le mélange des peuples barbares avec les peuples dégénérés de l'Italie, la nation nouvelle qui devoit succéder aux Romains. Dans le douzième siècle cette nation conquit sa liberté; elle en jouit dans le treizième et le quatorzième, en y joignant tous les triomphes des vertus, des talens, des arts, de la philosophie et du goût; elle la

laissa se corrompre dans le quinzième, et elle CHAP. XCI. perdit en même temps son ancienne vigueur. Près d'un demi-siècle d'une guerre effroyable détruisit alors sa prospérité, anéantit ses moyens de défense, et lui ravit enfin son indépendance. Après cette guerre, qui formera le sujet principal de ces derniers volumes, près de trois siècles se sont passés dans la servitude, l'indolence, la mollesse et l'oubli.

Lorsqu'une nation est malheureuse et vicieuse en même temps, on est toujours disposé à attribuer ses malheurs à ses vices, tandis qu'il faudroit souvent attribuer ses vices à ses malheurs. On diroit que la compassion est pour nous un sentiment trop pénible, et que nous saisissons avidement toutes les raisons, tous les prétextes par lesquels nous pouvons nous dispenser de plaindre les autres. Sans doute aussi chacun veut éviter d'appliquer à soi-même, à ses compatriotes, à son pays, l'exemple des grands malheurs publics ; on aime mieux s'en croire à l'abri, en se persuadant qu'on ne commettra jamais les fautes qu'on relève dans les autres ; et lorsqu'on accuse une nation dégradée, on croit trouver la garantie de la gloire de la sienne. « Le peuple qui a pu tomber » sous le joug de la servitude, disent aujourd'hui les vainqueurs ; le peuple qui la supporte, la mérite. Ceux qui n'ont pas frémi à

CHAP. XCI. » l'approche de l'étranger ; ceux qui n'ont pas
» senti que pour le repousser il falloit sacrifier
» ses biens, sa vie et celle de ses enfans, sont
» faits pour demeurer sous sa loi ; ils ne sont
» point dignes de compassion, car jamais une na-
» tion généreuse n'auroit subi un pareil sort ».

Cependant, l'histoire n'enseigne point aux hommes tant de confiance ; elle nous montre que si les vertus sont nécessaires à l'existence des nations, elles ne suffisent point seules à la garantir ; que la constitution la plus sage est encore un ouvrage humain ; que comme œuvre de l'homme, elle contient en elle-même de nombreux germes de ruine ; que même au sein de la liberté, de la vertu publique, du patriotisme, on a vu éclater les excès de l'ambition ; qu'on les a vus précipiter une nation dans l'abus de ses forces et dans l'épuisement qui en est la suite ; qu'enfin nous ne faisons pas seuls notre destinée, et que les nombreuses causes qui sont en dehors de nous, et que nous comprenons sous le nom de hasard, parce qu'elles ne dépendent pas de nous, peuvent rendre inutiles tous nos efforts.

La nation anglaise est peut-être aujourd'hui ce qu'étoit la nation italienne il y a trois siècles. De même, elle a cherché la liberté avant tous les autres biens, et celui-là seul lui a donné tous les autres ; de même, la liberté d'esprit lui

a donné l'empire de la philosophie et des lettres; de même, la liberté d'actions lui a donné l'empire du commerce et l'opulence; de même, la puissance de l'opinion sur son propre gouvernement lui a donné la prééminence sur tous les autres, et l'a placée au centre de la politique européenne; mais par combien de chances l'Angleterre n'a-t-elle pas été sur le point de perdre le bonheur dont elle jouit aujourd'hui, de tomber plus bas peut-être que l'Italie! Quel auroit été son sort si la reine Marie avoit vécu plus long-temps, ou si elle avoit laissé des enfans de Philippe II? si Élisabeth avoit accepté un des nombreux époux catholiques qui s'offrirent à elle; si Charles I^{er} n'avoit pas été si imprudent, Charles II si vil, Jacques II si insensé? Combien de fois a-t-elle dû son salut aux vents et aux tempêtes qui dissipèrent les flottes de ses ennemis, tandis qu'ils pouvoient détruire les siennes? Combien de fois l'extravagance de ceux qui cherchoient sa perte lui a-t-elle été plus salutaire que sa propre prudence? Combien de fois n'a-t-elle pas été secourue par une heureuse destinée, lorsque son salut n'étoit déjà plus dans ses propres mains?

Si les Italiens, dit-on souvent, avoient formé, à l'exemple des autres nations de l'Europe, une seule et forte monarchie, s'ils avoient renoncé à la discorde insensée de leurs petits

CHAP. XCI. états, si au lieu de consumer leurs forces les uns contre les autres ils les avoient toutes tournées au-dehors, ils auroient été plus que suffisans pour repousser les étrangers ; et en se couvrant de gloire dans les batailles, ils auroient assuré leur prospérité intérieure avec leur indépendance. Mais on pourroit dire plutôt, si les Italiens avoient fait comme les Espagnols, l'Italie auroit subi le sort de l'Espagne, et ce sort n'est pas plus digne d'envie que le leur. A l'époque, en effet, où commencèrent les guerres cruelles qui asservirent l'Italie, l'Espagne, auparavant divisée entre un nombre d'états beaucoup plus considérable, comptoit encore cinq monarchies indépendantes, et constamment ennemies l'une de l'autre ; celles de Castille, d'Aragon, de Navarre, de Portugal et de Grenade. Ce fut Charles-Quint qui le premier réunit quatre de ces cinq monarchies, comme ce fut lui qui le premier subjuga l'Italie. Cette réunion coûta aux Espagnols leur liberté ; leurs constitutions ne se trouvèrent plus assez fortes pour contenir un monarque qui employoit contre ses sujets de l'un de ses royaumes les armées de l'autre. L'agriculture, les manufactures, le commerce, furent chassés d'Espagne par l'administration violente qui succéda aux anciennes et sages lois des Cortès. Les fortunes privées furent détruites, la sécurité des ci-

toyens disparut, la population fut anéantie; CHAP. XCI.
tous les objets que les hommes se sont proposés d'obtenir dans l'établissement de l'ordre social furent perdus, et l'indépendance de la nation ne fut point assurée aux dépens de sa liberté. Sous le règne de Charles-Quint, toute l'Espagne retentit de plaintes, de ce que Jeanne avoit porté à un souverain étranger l'héritage de ses pères, et de ce que les Espagnols étoient gouvernés par des Flamands. Sous le règne de Philippe II, les Aragonois, les Portugais, les Navarrois, et les Maures de Grenade ne se plaignirent pas avec moins d'amertume du gouvernement des Castillans. Les autres peuples de l'Europe pouvoient regarder les uns et les autres comme également Espagnols; eux qui obéissoient, ils regardoient leurs maîtres comme étrangers; ces maîtres l'étoient par les mœurs, les lois, le langage, les haines héréditaires; et la pesanteur de leur joug fit éclater de fréquentes révoltes.

Cette réunion des monarchies espagnoles, forma, il est vrai, une puissance redoutable pour les étrangers, et elle défendit contre eux la péninsule. Sans doute; mais ce fut la cause des projets gigantesques de la maison d'Autriche, de cet abus de ses forces qui dépassa encore ses ressources, de ces guerres effroyables et toutes inutiles dans lesquelles elle fut engagée, de la haine qu'elle excita contre elle dans toute l'Eu-

CHAP. XCI. rope, et de l'affreuse misère à laquelle elle réduisit les Espagnols. Une ambition démesurée amène enfin des revers démesurés; et tandis que l'Espagne n'avoit jamais vu, aux temps où elle étoit divisée en petits états, d'armée étrangère franchir impunément ses frontières, toutes ses capitales furent obligées d'ouvrir tour à tour leurs portes aux armées françaises et anglaises, pendant la guerre de la succession d'Espagne.

Si les Italiens n'avoient formé qu'une seule monarchie, qui peut répondre qu'ils n'eussent été ou conquérans ou conquis? Cependant, l'une et l'autre carrière mène presque également à la servitude. Ce n'est pas par les forces d'une seule nation que l'Italie fut subjuguée. Pendant plus d'un demi-siècle elle fut attaquée et dévastée en même temps par les Espagnols, les Français, les Flamands, les Suisses, les Allemands, les Hongrois, les Turcs et les Barbaresques. Aucune organisation intérieure n'auroit pu la rendre égale en forces à tous ces peuples à la fois. Loin d'être alliés, ils étoient, il est vrai, ennemis les uns des autres; mais le vainqueur profita de tout le mal qu'avoient fait les vaincus. Charles-Quint et Philippe II furent servis par les Français, les Suisses et les Musulmans, autant que par leurs propres sujets, Allemands ou Espagnols. En ruinant l'Italie, les premiers l'avoient rendue plus facile à conqué-

rir, plus impuissante lorsqu'elle auroit voulu CHAP. XCI.
secouer le joug. Tous ces peuples vinrent se combattre sur le sol italien ; mais si les Italiens avoient commencé par être conquérans, qui sait si leurs premiers revers n'auroient pas attiré sur leurs bras les mêmes ennemis, et n'auroient pas été suivis des mêmes partages ?

Si les Italiens n'avoient formé qu'une seule monarchie, qui peut répondre aussi qu'une guerre civile n'auroit pas ouvert leurs frontières à l'étranger ? Les guerres civiles, qui naissent d'une succession contestée, sont un fléau inhérent aux monarchies héréditaires ; elles ne sont peut-être ni moins fréquentes ni moins ruineuses que celles qui naissent des élections contestées dans les monarchies électives. La France seule en est demeurée presque à l'abri, parce que la loi salique y a simplifié la question de droit sur l'hérédité ; mais en revanche, combien de guerres civiles y sont nées du droit contesté à la régence ? D'ailleurs, la question essentielle de l'hérédité des femmes était si peu décidée pour l'Italie, que c'est justement par elles que les étrangers ont prétendu acquérir des droits sur ce pays. La guerre de Charles VIII dans le royaume de Naples, celle de Louis XII dans le duché de Milan, furent entreprises pour soutenir des droits de succession dans une monarchie. Un parti nombreux crut ces droits